

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 1391 [S - C - 2001/31189]

**29 MARS 2001. — Ordonnance portant création du Conseil d'administration consultatif du logement de la Région de Bruxelles-Capitale (1)**

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Il est institué auprès de la Région de Bruxelles-Capitale un organe consultatif appelé « Conseil consultatif du logement de la Région de Bruxelles-Capitale », dénommé ci-après « le Conseil consultatif ».

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Composition*

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Le Conseil consultatif est composé de vingt-quatre membres, à savoir :

- 1° un représentant de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 2° un représentant de la Société de Développement de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 3° un représentant du Fonds du Logement des familles de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 4° un représentant du Conseil national de la Construction;
- 5° un représentant de l'Institut professionnel des agents immobiliers;
- 6° deux représentants des Sociétés immobilières de service public présentés par leurs entités fédératives;
- 7° six représentants d'associations ayant une personnalité juridique depuis au moins un an et dont les activités contribuent à la défense et à la réalisation du droit au logement et à la protection et à la promotion de l'habitat;
- 8° un représentant des agences immobilières sociales;
- 9° deux représentants de l'Association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, dont un de la section centre public d'aide sociale;
- 10° un représentant des organisations représentatives des travailleurs et un représentant des organisations représentatives des employeurs ou des classes moyennes, tous deux présentés par le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 11° un représentant des organisations représentatives des propriétaires du secteur privé du logement ayant une personnalité juridique depuis au moins un an;
- 12° un notaire soit présenté par la Chambre des Notaires de l'Arrondissement de Bruxelles, soit sur candidature spontanée;
- 13° un architecte soit présenté par le Conseil de l'Ordre des Architectes de la Province du Brabant wallon ou le Conseil de l'Ordre des Architectes de la Province du Brabant flamand, soit sur candidature spontanée;
- 14° trois personnalités indépendantes possédant une expérience professionnelle utile d'au moins cinq ans dans le domaine du logement. Durant l'exercice de leur mandat au sein du Conseil consultatif du logement, ces membres ne peuvent se voir attribuer des missions de service octroyées par celui-ci.

§ 2. Trois représentants du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après « le Gouvernement », assistent aux réunions du Conseil consultatif. Ils sont désignés respectivement par le Ministre ayant le logement dans ses attributions, le Ministre ayant la rénovation urbaine dans ses attributions et le Secrétaire général du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Leur mandat est révocable. Il est renouvelé dans les six mois de chaque élection régionale.

MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 1391 [S - C - 2001/31189]

**29 MAART 2001. — Ordonnantie houdende de oprichting van de Adviesraad voor huisvesting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)**

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt een adviesorgaan opgericht met de naam « Adviesraad voor huisvesting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest », hierna « de Adviesraad » genoemd.

HOOFDSTUK I. — *Samenstelling*

**Art. 3. § 1.** De Adviesraad bestaat uit vierentwintig leden, inzonderheid :

- 1° een afgevaardigde van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;
- 2° een afgevaardigde van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 3° een afgevaardigde van het Woningfonds van de Gezinnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 4° een afgevaardigde van de Nationale Raad voor het Bouwbedrijf;
- 5° een afgevaardigde van het Beroepsinstituut van vastgoedmakers;
- 6° twee afgevaardigden van de Openbare Vastgoedmaatschappijen, voorgedragen door hun federatieve entiteiten;
- 7° zes afgevaardigden van verenigingen die sedert ten minste één jaar rechtspersoonlijkheid hebben en waarvan de activiteiten bijdragen tot de verdediging en de verwezenlijking van het recht op wonen en de bescherming en de bevordering van de wooneigenheid;
- 8° een afgevaardigde van de sociale verhuurkantoren;
- 9° twee afgevaardigden van de Vereniging van de stad en de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van wie er een de afdeling openbare centra voor maatschappelijk welzijn vertegenwoordigt;
- 10° een afgevaardigde van de representatieve werknemersorganisaties en een afgevaardigde van de representatieve werkgevers- of middenstandsorganisaties, beide voorgedragen door de Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 11° een afgevaardigde van de representatieve eigenaarsverenigingen uit de particuliere huisvestingssector met minstens één jaar rechtspersoonlijkheid;
- 12° een notaris, hetzij voorgedragen door de Kamer der Notarissen voor het Arrondissement Brussel, hetzij bij spontane kandidatuur;
- 13° een architect, hetzij voorgedragen door de Raad van de Orde van Architecten van de Provincie Waals-Brabant of de Raad van de Orde van Architecten van de Provincie Vlaams-Brabant, hetzij bij spontane kandidatuur;
- 14° drie onafhankelijke personen met een nuttige beroepservaring van minstens vijf jaar op het vlak van de huisvesting. Tijdens de uitoefening van hun mandaat in de Adviesraad voor huisvesting, mogen deze leden geen opdrachten uitvoeren voor rekening van de raad.

§ 2. Drie afgevaardigden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, hierna « de Regering » genoemd, wonen de vergaderingen van de Adviesraad bij. Ze worden respectievelijk aangesteld door de Minister bevoegd voor Huisvesting, de Minister bevoegd voor Stadsvernieuwing en de Secretaris-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest.

Hun mandaat kan worden herroepen. Het wordt hernieuwd binnen zes maanden na elke gewestverkiezing.

Le membre du Gouvernement qui a proposé un avant-projet d'ordonnance ou d'arrêté réglementaire examiné par le Conseil consultatif en vertu de sa mission visée à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, peut assister ou se faire représenter aux discussions portant sur cet avant-projet.

**Art. 4.** Un suppléant est désigné pour chaque membre. Les suppléants peuvent assister aux réunions du Conseil consultatif.

En cas de décès, d'absence, de démission ou de perte de la qualité en vertu de laquelle un membre du Conseil consultatif a été désigné, son suppléant achève son mandat.

En cas d'empêchement, tout membre peut se faire remplacer par son suppléant.

**Art. 5.** Le Conseil consultatif est composé d'au moins un tiers de personnes de chaque sexe.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du Conseil consultatif et leurs suppléants sont désignés par le Gouvernement parmi les candidatures qui lui sont présentées sur des listes doubles par les organisations et institutions visées à l'article 3, à l'exception des candidatures spontanées prévues aux 12° et 13° de cet article et des membres visés au 14°. Chaque désignation est précédée d'un appel aux candidatures publié au *Moniteur belge*. Le Gouvernement arrête les modalités relative à l'appel aux candidats et à la désignation des membres du Conseil consultatif.

§ 2. La durée du mandat des membres est de cinq ans, renouvelable une fois.

Ces membres sont renouvelés par moitié tous les trente mois.

En dérogation à l'alinéa premier, une moitié des membres est désignée, par le sort, pour trente mois, lors de la première désignation des membres du Conseil consultatif.

**Art. 7.** Tant qu'il n'est pas procédé aux renouvellements prévus à l'article 6, les titulaires des mandats à renouveler continuent à exercer ceux-ci.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. La qualité de membre du Conseil consultatif est incompatible avec l'exercice d'un mandat de parlementaire ou de membre d'un cabinet ministériel.

§ 2. Les mandats au sein du Conseil consultatif sont exercés à titre gratuit.

#### CHAPITRE II. — Missions

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement sollicite l'avis du Conseil consultatif sur tout avant-projet d'ordonnance et d'arrêté réglementaire dont l'objet principal est le logement.

§ 2. En outre, le Conseil consultatif rend des avis relatifs à la politique du logement, à la demande du Gouvernement ou des Ministres visés à l'article 3, § 2, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, ou de sa propre initiative à la demande d'un tiers des membres.

Il peut exécuter d'initiative des études et des analyses et soumettre des propositions au Gouvernement.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Chaque année et au plus tard à la fin du mois de juillet, le Gouvernement transmet au Conseil consultatif un rapport relatif à son action dans le domaine du logement.

§ 2. Chaque année et au plus tard à la fin du mois d'octobre, le Conseil consultatif communique au Gouvernement un rapport de ses activités. Ce rapport est transmis par le Gouvernement au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les avis et propositions ne sont valablement adoptés qu'à la condition que plus de la moitié des membres du Conseil consultatif soient présents.

§ 2. Si les opinions sont divergentes au sein du Conseil consultatif, elles sont mentionnées dans son avis ou sa proposition. Dans ce cas, il est fait état du nombre de membres soutenant chaque point de vue.

§ 3. Lorsque le Gouvernement s'écarte de l'avis de la majorité des membres du Conseil consultatif, il motive sa décision.

**Art. 12.** Les avis sollicités par le Gouvernement en vertu de l'article 9, § 1<sup>er</sup>, sont rédigés en langue française et néerlandaise, et communiqués dans les deux langues dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande. Passé ce délai, il peut être passé outre à l'obligation de consultation.

A la demande du Conseil consultatif, le Gouvernement peut prolonger ce délai.

Le délai est suspendu pendant les périodes de vacances scolaires.

Het Regeringslid van wie een voorontwerp van ordonnantie of van verordenend besluit heeft voorgesteld dat door de Adviesraad wordt onderzocht krachtens diens opdracht bedoeld in artikel 9, § 1, mag deelnemen aan de besprekingen over het voorontwerp of zich laten vertegenwoordigen.

**Art. 4.** Voor elk lid wordt een plaatsvervanger aangesteld. De plaatsvervangers mogen de vergaderingen van de Adviesraad bijwonen.

Bij overlijden, afwezigheid en ontslag van een lid van de Adviesraad of als het de hoedanigheid verliest uit hoofde waarvan het werd aangesteld, voltooit diens plaatsvervanger het mandaat.

Elk lid dat verhinderd is, mag zich laten vervangen door zijn plaatsvervanger.

**Art. 5.** Elk van beide geslachten moet voor minstens één derde vertegenwoordigd zijn in de Adviesraad.

**Art. 6.** § 1. De leden van de Adviesraad en hun plaatsvervangers worden door de Regering aangesteld op grond van kandidaturen die haar op dubbele lijsten worden voorgelegd door de organisaties en instellingen bedoeld in artikel 3, met uitzondering van de spontane kandidaturen bedoeld in 12° en 13° van dat artikel en van de leden bedoeld in 14°. Aan elke aanstelling gaat een oproep tot kandidaten vooraf die in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. De Regering bepaalt op welke wijze de oproep tot kandidaten en de aanstelling van de leden van de Adviesraad moeten gebeuren.

§ 2. Het mandaat van de leden duurt vijf jaar en kan één keer worden hernieuwd.

De helft van de leden wordt om de dertig maanden hernieuwd.

In afwijking van het eerste lid bepaalt het lot bij de eerste aanstelling van de leden van de Adviesraad voor de helft van de leden een mandaatduur van dertig maanden.

**Art. 7.** Zolang de in artikel 6 vastgestelde vernieuwing niet heeft plaatsgevonden, blijven de houders van de te hernieuwen mandaten deze verder uitoefenen.

**Art. 8.** § 1. Een lid van de Adviesraad mag niet tegelijk een parlementair mandaat uitoefenen of lid zijn van een ministerieel kabinet.

§ 2. De mandaten in de Adviesraad worden kosteloos uitgeoefend.

#### HOOFDSTUK II. — Taken

**Art. 9.** § 1. De Regering verzoekt de Adviesraad om advies over elk voorontwerp van ordonnantie en elk verordenend besluit, die in hoofdzaak de huisvesting betreffen.

§ 2. De Adviesraad brengt tevens adviezen uit over het huisvestingsbeleid op verzoek van de Regering of de Ministers bedoeld in artikel 3, § 2, van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of op eigen initiatief als één derde van zijn leden hierom verzoekt.

Hij kan op eigen initiatief studies en analyses uitvoeren en voorstellen formuleren aan de Regering.

**Art. 10.** § 1. Elk jaar, ten laatste op het einde van de maand juli, stuurt de Regering de Adviesraad een verslag toe over haar werking op het vlak van huisvesting.

§ 2. Elk jaar, ten laatste op het einde van de maand oktober, deelt de Adviesraad zijn activiteitenverslag mee aan de Regering. De Regering stuurt dit verslag toe aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

**Art. 11.** § 1. De adviezen en voorstellen worden slechts rechtsgeldig aangenomen op voorwaarde dat meer dan de helft van de leden van de Adviesraad aanwezig is.

§ 2. Als er binnen de Adviesraad verschillende meningen zijn, dan worden die in het advies of het voorstel van de Adviesraad vermeld. In dat geval wordt voor elk standpunt aangegeven door hoeveel leden het gesteund wordt.

§ 3. Als de Regering afwijkt van het advies van de meerderheid van de leden van de Adviesraad, omkleedt ze haar beslissing met redenen.

**Art. 12.** De adviezen waarom de Regering verzoekt krachtens artikel 9, § 1, worden gesteld in het Nederlands en het Frans, en in beide talen medegedeeld binnen een termijn van dertig na ontvangst van het verzoek. Na het verstrijken van de termijn mag aan de adviesverplichting worden voorbijgegaan.

Op verzoek van de Adviesraad kan de Regering deze termijn verlengen.

De termijn wordt opgeschort tijdens de schoolvakanties.

En cas d'urgence motivée, le Gouvernement peut réduire le délai de consultation à sept jours.

**Art. 13.** Afin d'accomplir ses missions, le Conseil consultatif peut faire appel à des experts, créer des commissions spécialisées et constituer des groupes de travail temporaires, selon les modalités déterminées dans le règlement d'ordre intérieur.

#### CHAPITRE III. — *Fonctionnement*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil consultatif désigne parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Ils constituent le Bureau du Conseil consultatif.

Leur mandat vient à échéance lors de chaque renouvellement de la moitié des membres du Conseil consultatif. Il est renouvelable une fois.

§ 2. A défaut pour le Conseil consultatif de procéder à la désignation des personnes visées au § 1<sup>er</sup> dans les trois mois qui suivent l'installation ou, ultérieurement, dans un délai de trois mois suivant chaque renouvellement de la moitié des membres, le Gouvernement procède à cette désignation.

Le président et le vice-président appartiennent à un groupe linguistique différent.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil consultatif se réunit au moins quatre fois par an, sur convocation du président ou de celui qui le remplace.

§ 2. Le président ou celui qui le remplace convoque le Conseil consultatif si le Gouvernement, un des Ministres visés à l'article 3, § 2, ou le tiers des membres du Conseil consultatif le demandent.

**Art. 16.** Le Bureau assume la gestion journalière du Conseil consultatif prépare chaque réunion et établit l'ordre du jour.

Il établit les budgets et comptes annuels et les soumet au Gouvernement après leur approbation par le Conseil consultatif.

**Art. 17.** Le Conseil consultatif établit un règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Gouvernement. Le Gouvernement arrête le contenu minimum du règlement d'ordre intérieur.

**Art. 18.** Le Gouvernement peut désigner un ou plusieurs fonctionnaires du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'un organisme d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale afin d'assister le Bureau dans l'exécution de ses missions.

**Art. 19.** Il est octroyé annuellement au Conseil consultatif une dotation, imputée au budget de la Région de Bruxelles-Capitale.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 mars 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

J. CHABERT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement,

E. TOMAS

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature, de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

—————  
Note

(1) *Session ordinaire 2000-2001.*

*Documents du Conseil.* — Projet d'ordonnance, A - 163/1. — Rapport, A - 163/2.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 16 mars 2001.

In geval van gemotiveerde dringende noodzakelijkheid mag de Regering de termijn voor adviesverlening inkorten tot zeven dagen.

**Art. 13.** Met het oog op het vervullen van zijn opdrachten mag de Adviesraad een beroep doen op deskundigen, gespecialiseerde commissies oprichten en tijdelijke werkgroepen samenstellen. Het huishoudelijk reglement bepaalt daartoe de nadere regels.

#### HOOFDSTUK III. — *Werking*

**Art. 14.** § 1. De Adviesraad stelt onder zijn leden een voorzitter, een vice-voorzitter, een secretaris en een schatbewaarder aan. Zij vormen samen het Bureau van de Adviesraad.

Hun mandaat loopt af bij elke hernieuwing van de helft van de leden van de Adviesraad. Het kan één keer hernieuwd worden.

§ 2. Stelt de Adviesraad de in § 1 bedoelde personen niet aan binnen drie maanden na de installatie of, nadien, binnen een termijn van telkens drie maanden na de hernieuwing van de helft van de leden, dan gaat de Regering over tot aanstelling.

De voorzitter en de vice-voorzitter behoren elk tot een verschillende taalgroep.

**Art. 15.** § 1. De Adviesraad vergadert minstens viermaal per jaar en wordt samengeroepen door de voorzitter of de persoon die hem vervangt.

§ 2. De Voorzitter of de persoon die hem vervangt, roept de Adviesraad samen als de Regering, één van de Ministers bedoeld in artikel 3, § 2, of één derde van de leden van de Adviesraad hierom verzoekt.

**Art. 16.** Het Bureau staat in voor het dagelijks beheer van de Adviesraad, bereidt elke vergadering voor en stelt de agenda op.

Het stelt de begrotingen en de jaarrekeningen op en legt ze aan de Regering voor na goedkeuring door de Adviesraad.

**Art. 17.** De Adviesraad stelt een huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgelegd. De Regering stelt de minimaal vereiste inhoud van het huishoudelijk reglement vast.

**Art. 18.** De Regering mag één of meerdere personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van een instelling van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aanstellen om het Bureau bij te staan in de uitvoering van zijn taken.

**Art. 19.** Aan de Adviesraad wordt jaarlijks een dotatie toegekend, ten laste van de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 maart 2001.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

J. CHABERT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werkgelegenheid, Economie, Energie en Huisvesting,

E. TOMAS

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Ambtenarenzaken en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,

D. GOSUIN

—————  
Nota

(1) *Gewone zitting 2000-2001.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerp van ordonnantie, A - 163/1. — Verslag, A - 163/2.

*Volledig verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 maart 2001.